

Du crabe dans l'Isère

Chaque cas de leucémie crée neuf emplois. Allez confier ce secret aux potentats de n'importe quelle province et voyez comme ils réagissent. En s'alliant avec l'industrie du cancer, ils réalisent une prise d'otages impeccable : qui leur reprocherait de s'attaquer au fléau du siècle ? Et du coup ils drainent le fric pour faire tourner leurs labos, trouvent des emplois à distribuer pour gérer l'état de crise permanent et apportent de nouvelles contributions au progrès des techniques qui assurent leur pouvoir. Autrement dit, ils multiplient les facteurs qui accélèrent la dégradation des conditions de vie, cause première de l'épidémie galopante du cancer sous ses diverses formes. Le développement par le cancer, c'est leur programme. Voilà comment, sous la conduite de nos technorequins, le crabe se mord la queue.

Si l'on connaît un peu Françoise Charbit, responsable de NanoBio au CEA, on n'a pas encore présenté Marie Favrot, son alter égale de l'Université Joseph Fourier, venue avec elle à la Métro, faire la "présentation" de leur projet commun.

Sa carte de visite éclaire à merveille toute cette jactance sur la "société technicienne", sur "l'émergence des couches nouvelles", de cette classe "moyenne", "intermédiaire", dont Grenoble sous le saint patronage de Pierre Mendès-France, constitue dans les années soixante, le "laboratoire". On l'a vu depuis, ce rêve de laboratoire consiste surtout à nous changer en rats, tandis que le technogratin, qu'il soit encarté à gauche ou à droite, a d'abord pour vocation de coloniser le pouvoir politique (mairies, partis, syndicats, assocés), et d'en contrôler la réalité derrière les oppositions de façade.

N'oubliez jamais ce qu'ils en disent eux-mêmes : *"Tous les élus nous aident et nous relaient à Paris"* (Jean Therme).

Comment l'Université Joseph Fourier valorise les techno-requins

Marie Favrot est de droite, comme Geneviève Fioraso est de gauche, ainsi qu'en témoigne *l'Essentiel* de juin 2003, qui sous le titre *"L'UMP, un bureau sans surprise"*, nous communique les noms des quatre vice-présidents UMP de l'Isère, *"auprès d'Alain Carignon"*. Marie Favrot, professeur de cancérologie, vice-présidente de l'Université Joseph Fourier ; Philippe Langenieux-Villard, conseiller régional, maire d'Alleverd ; Michel Savin, président du groupe UMP au conseil général, maire de Domène et Max Micoud, mandarin hospitalier, conseiller général et président du groupe de droite au conseil municipal de Grenoble. Signalons enfin Claude Gros au poste de trésorier, patron de *Dauphipâtes*, qui en 2002 claquait la porte de Cap 21, le groupe écolo-libéral, pour protester contre son opposition à Biopolis.

Marie Favrot, responsable UMP-UJF, est l'une des quatre vice-Carignon, comme Destot est maire CEA-PS de Grenoble. Qu'importe, puisque sur l'essentiel, NanoBio, 54 élus de la Métro, dont Michel Savin (autre vice-Carignon) et Geneviève Fioraso (vice-Destot) s'unissent contre quatre écolo-pelés. Qu'importe, puisque au Conseil général, *"majorité et opposition rivalisent d'enthousiasme"* en faveur de NanoBio (*Le Daubé*, 14/12/03). Notamment ce même Savin (décidément cumulard), Alain Moyne-Bressand (un autre Alain) qui a bien appris sa leçon : *"Il faut montrer que l'Isère a un temps d'avance sur Toulouse !"*, ou André Vallini, le président PS, qui clame : *"On va aller encore plus loin."*

Mais qu'est-ce que cette Université Joseph Fourier que Marie Favrot vice-préside en même temps que l'UMP ? Un monstre, un *complexe* universitaire.

17 500 étudiants

200 enseignants du second degré

1100 enseignants chercheurs

1100 personnels en thèse

60 contrats de recherche européens

124,4 millions d'euros de budget

6 start-up issues de ses labos (Praxim, Vitamib, Equitime, Memscap, Arexsys, Cabrilog)

6 autres "en incubation"

6 sites dans l'agglomération : Saint-Martin-d'Hères, La Tronche (médecine, pharmacie), le polygone scientifique (physique, biologie), le Rabot (sciences de la Terre et de l'Univers), IUT et Vigny Musset (*Le Daubé*, 25/02/02).

Encore public et universitaire, déjà privé et industriel, cet organisme hybride tient du combinat soviétique, avec son gigantisme et sa bureaucratie et de l'entreprise californienne, par son agressivité commerciale, ses chercheurs cupides, son "portefeuille de brevets". Dans ce milieu, la figure du "nouveau scientifique" ressemble comme deux gouttes d'eau à celle du "nouveau Russe", corrompu, cynique, et brutal.

C'est Ethique Feuerstein, alors président de l'UJF qui lance Biopolis en 2001, un "hôtel d'entreprises" financé sur fonds *publics* pour aider des start-up biotech à générer des profits *privés*. C'est ce même Feuerstein qui préside l'Association pour le développement des biotechnologies dans l'agglomération grenobloise (Adebag), laquelle rassemble des "partenaires" aussi "éthiques" que le Commissariat à l'énergie atomique, la Chambre de commerce et d'industrie ou le Centre de recherches du service de santé des armées (CRSSA), avec son laboratoire P3 et cette typique dévotion militaire aux "sciences du vivant". C'est encore Feuerstein qui, en avril

2002, appelle la police à expulser les gitans du campus, soutenu par son personnel et ses étudiants qui affichent un "objectif zéro caravane". Rappelons-le : dans cet épisode, les trois responsables des verts – Florence Jousselet, chercheuse et candidate aux législatives, Pierre Kermen, chargé de relations publiques de l'UJF et adjoint au maire de Grenoble et Michel Wilson, secrétaire général de l'UJF et candidat aux législatives – ont décroché la palme de la veulerie.

L'UJF abrite d'autres figures hautes en couleur. Pendant dix ans, Gérard Leclerc, enseignant-chercheur, a exploité au noir son laboratoire et ses étudiants pour produire des molécules d'épipibatidine, hautement toxiques, qu'il vendait à RBI, une société pharmaceutique américaine. Aussi bien ne doit-on pas s'étonner que trois scientifiques de l'UJF aient siégé dans le groupe de l'Académie des sciences qui rendit ce rapport si favorable aux chimères génétiques. Aux côtés de l'animateur du groupe, Roland Douce, directeur de l'Institut de biologie structurale et prof à l'UJF, on trouvait Marcel Kuntz et Jean-Gabriel Valay, chercheurs au laboratoire "plastides et différenciation cellulaire" de l'UJF.

C'est encore l'UJF qui dans *le Monde des cadres* (29/07/03) recherchait son directeur de filiale dans les termes suivants : "*Vous développez, animez et managez cette filiale de droit. De formation scientifique, vous avez une expérience de management R/D en milieu industriel.*

Votre rôle, auprès des laboratoires de l'Université, sera de gérer les relations contractuelles et industrielles, de faciliter les transferts de technologie, de valoriser le portefeuille des brevets, de détecter et de soutenir des projets technologiques et de start-up.

Des connaissances en propriété intellectuelle et en contrats européens seront un atout.

Vous avez un fort intérêt pour l'innovation technologique, une ouverture d'esprit, de la rigueur et le sens du dialogue."

Bref, le robot-portrait du nouveau scientifique qui, dès son arrivée à UJF-Industrie, le service de "valorisation" de l'UJF, aura pu signer un accord avec Grenoble Ecole Management (sic), pour créer un "mastère, destiné aux futurs managers en biotechnologies".

Explications de Corinne Genêt et Michel Sève, responsables pédagogiques du mastère : "*Cette double compétence managériale et scientifique est un atout sur le marché prometteur des biotechnologies, et, tout particulièrement, compte tenu de ces nombreuses start-up qui se développent dans le creuset grenoblois.*" (*Le Daubé*, 20/11/2003)

Coût du mastère : 10 000 €.

Au fond, on ne peut rien dire de pire sur ces techno-requins que ce qu'ils déclarent d'eux-mêmes. Et en même temps la tranquille ignominie de ces spécialistes de la *valorisation* indique un renversement, une perte de valeur telle qu'on ne voit pas ce qui pourrait l'enrayer, fors une apocalypse.

Comment le techno-requin en pince pour le crabe

Vice-présidente de l'UJF, professeur de cancérologie, membre de l'Association pour le développement des biotechnologies dans l'agglomération grenobloise (Adebag), Marie Favrot accueille le 2 avril 2002, pour une conférence à l'Institut Albert Bonniot, Jean-Loup Romet-Lemonne, vice-président de France-Biotech (le lobby du secteur), et PDG de Immuno Designed Molecules (IDM), une start-up de recherche anti-cancer. "Un très beau parcours" roucoule Marie Favrot. Sanofi-Synthelabo a signé avec IDM un accord de 600 millions d'euros pour acquérir, sur dix ans, la possibilité de choisir vingt médicaments anti-cancer dans le portefeuille d'IDM. Sanofi-Synthelabo prévoit aussi d'accroître sa participation au capital d'IDM, qui devrait être bientôt introduit en bourse, "sur le deuxième marché."

Mais pourquoi l'industrie pharmaceutique se passionne-t-elle pour les start-up ? Parce qu'elle est à bout de souffle. Certes, c'est encore le secteur économique le plus rentable (avec un profit moyen de 19%) mais il vit la fin d'une époque. Dans les années 1950, quand une nouvelle molécule arrivait sur le marché après quelques expérimentations légères et pas forcément contrôlées, une formule efficace assurait un pactole. Au risque de quelques désastres, comme la thalidomide, à l'origine de douze mille naissances d'enfants malformés et de bien d'autres décès plus discrets de cobayes humains. Plus les procédures de recherches sont devenues laborieuses, plus les coûts de mise au point de nouvelles molécules ont augmenté (environ 500 millions d'euros, aujourd'hui) et moins les labs sont parvenus à lancer des médicaments innovants. Les années 1970 sont encore prospères, le déclin s'amorce avec la décennie suivante. C'est l'"effet" ciseaux, comme dit Philippe Pignarre. On comprend pourquoi ces mastodontes lorgnent avec envie sur les start-up légères, pourquoi le projet des biotechnologies de dessiner de nouvelles molécules sur mesure les séduit. Ce qui en sortira, ils n'en savent rien ; mais ils sont prêts à engager tous les paris (les fusions d'un côté, les start up de l'autre) pour rehausser leurs profits à l'heure où les brevets les plus rentables tombent dans le domaine public (c'est le cas pour 265 des 270 médicaments "indispensables" dans la liste de l'Organisation mondiale de la santé). "*A ce jour, 70 % des médicaments en développement sont issus des biotechnologies. Les majors pharmaceutiques ont un intérêt majeur à faire leur marché dans les start-up pour renouveler leur arsenal... La course est désormais ouverte entre les laboratoires pour savoir qui dénicher la perle rare.*" (*Le Monde*, 24/01/02)

Les premiers accouplements sauvages entre chimistes et biologistes ont abouti à des désastres retentissants. En

2001, Bristol-Myers-Squibb a offert 2 milliards de dollars à ImClone pour mettre au point l'erbitux, un médicament contre le cancer qui n'a jamais reçu l'agrément des autorités fédérales américaines. Les labos ont vu leurs ardeurs refroidies, mais ces mésaventures ne les ont pas dissuadés.

Examinons ce modèle de réussite qui excite tant Marie Favrot et – mais oui – allume son regard. La pharmacie, c'est-à-dire la maladie, constitue pour l'instant le gros marché des biotechnologies. (250 sociétés en France, 1500 en Europe) En 2010, les biotech contribueront à 50% de la recherche pharmaceutique. *"L'expérience américaine montre que le seul domaine où les biotech peuvent engendrer des retombées économiques importantes et par conséquent le seul domaine compatible avec un investissement de type capital risque, est celui de la santé."* (Biofutur, nov 99) Et la meilleure part de ce marché, c'est le cancer : selon le ministère de la Recherche, les médicaments issus des biotech devraient représenter un quart de l'offre d'ici quelques années.

"C'est ainsi qu'a été créée, en décembre 1993, la société IDM (Immuno Designed Molecules)... spécialisée dans la recherche de thérapies cellulaires pour détruire les cellules cancéreuses... Il est ainsi possible de parler de "vaccins" contre le cancer... Mais entre le stade de recherche et de développement et la lisibilité du produit, une dizaine d'années sont nécessaires. Par ailleurs, le processus de recherche coûte très cher : de 300 à 500 millions d'euros par médicament." (Le Daubé, 10/04/02)

Résumons. L'essentiel des biotech c'est la pharmacie. L'essentiel de la pharmacie c'est les biotech. Et la meilleure part des biotech et de la pharmacie, le marché porteur, c'est le cancer. L'essentiel des biotech et de la pharmacie, c'est le cancer. C'est à cette aune qu'il faut mesurer ces déclarations.

"Les biotechnologies sont porteuses de croissance et d'emplois. En 2005, le marché européen pourrait représenter 250 millions d'euros et 3 millions d'emplois" (le ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, cité dans *Présences*, mensuel de la Chambre de commerce et d'industrie, mai 2002).

"Nous disposons de la base scientifique – une mine d'or –, il suffit de prendre une pioche pour creuser" (Thierry Vernet, collègue de Marie Favrot, directeur du labo IBS au CEA Grenoble).

"Pour réussir dans la création d'entreprises biotech, il faut être multiculturel : les chercheurs doivent s'immerger dans le management" (Emmanuel Drouet, professeur à l'UJF).

Et *Présences* de conclure : *"Le bouillonnement se poursuit avec le projet en réflexion de créer un pôle nanobiologique liant techniques de miniaturisation et biologie au sein du pôle Minatec."*

Un pôle au sein du pôle (soit NanoBio) Ce bégaiement dans les termes traduisant la récurrence dans les faits, l'automatisme, la stéréotypie de ces machinaux.

Bouillonnons.

Comment les techno-rats subissent une hécatombe

A Grenoble, la même année, une demi-douzaine de quadra et de quinquagénaires de vos relations, des sportifs à l'hygiène de vie raisonnable (guide, coureurs), sont victimes de cancers. Du coup, vous prêtez attention.

En France, la proportion de décès dus au cancer passe de 7 % en 1920 à 30 % en 2000 pour devenir la première cause de mortalité tous âges confondus. Pratiquement un décès sur trois.

Entre 1980 et 2000, le nombre de nouveaux malades a augmenté de 63 % par an. 4 cas sur 10 surviennent avant 65 ans, 3 d'entre eux sont mortels avant cet âge. C'est-à-dire qu'ils n'ont rien à voir avec "l'augmentation de l'espérance de vie".

En comparant les chiffres de 1980 à ceux de 2000, on note que la hausse des nouveaux cas de cancers de la prostate explique à elle seule 68 % de l'augmentation du cancer chez les hommes, tandis que, chez la femme, c'est le cancer du sein qui est responsable à 63% de la croissance globale des cas. (voir *Le Monde*, 17/01/03 et 22/10/03).

Pourquoi cette explosion des cancers et notamment de ces deux-là ?

Selon l'Association des sociétés d'assurances, les facteurs de risques sont inconnus en ce qui concerne le cancer de la prostate (9 400 morts par an), et les antécédents familiaux en cause pour le cancer du sein (11 200 morts par an). (Voir : Cancer, *Prévenir aujourd'hui*, 26 boulevard Haussman, 75311 Paris cedex 09) Ce qui a conduit un groupe de spécialistes américains à proposer "l'ablation préventive" chez les femmes "les plus exposées". *"Cette question illustre pleinement les dilemmes que font émerger, en cancérologie, les progrès de la génétique moléculaire et de la médecine prédictive"* (*Le Monde*, 15/01/99).

On allait le dire. D'autant que les cancers du sein héréditaires ne concernent au maximum que 5 à 10 % des cas (voir *l'Ecologiste*, automne 2000).

Claude Reisse, Directeur de recherche au CNRS, président de Pro Anima, a son idée sur les facteurs de risques. *"Les augmentations constantes et fortes de ces pathologies, même corrigées de l'augmentation de la population*

et de l'espérance de vie, ne peuvent être imputées à la production endocrinienne normale des personnes concernées. Selon toute vraisemblance, elles sont à mettre sur le compte d'agents qui, soit stimulent la production endocrinienne, soit sont des analogues d'hormones et qui sont présents dans l'environnement et l'alimentation en particulier."

Claude Reisse : *"Pour préciser, prenons une classe d'âge donnée, celle des Français de la tranche d'âge 35-65 ans par exemple. Malgré les progrès médicaux indéniables, la mortalité par cancer y progresse, et même beaucoup plus vite que la moyenne. En 1990, 42% des décès dans cette classe d'âge sont dus aux cancers, alors qu'en 1970, ils n'étaient "que" 26%. La conclusion qui s'impose est qu'en France la mortalité par cancer augmente anormalement vite et même s'accélère, et les facteurs en cause ne peuvent qu'être non-héréditaires, donc d'origine environnementale."*

Cette surmortalité juvénile est confirmée par le Monde. *"Plus inquiétant encore, la carcinogénèse atteint de plus en plus d'enfants et d'individus jeunes : pour les moins de 25 ans, le cancer est en France la troisième cause de décès, la première étant les accidents de la route et la seconde le suicide" (le Monde, 23/01/94).*

Et maintenant, tentons de joindre le Registre du cancer de l'Isère, voyons avec un responsable les chiffres du cancer pour les moins de 25 ans, ou pour la tranche d'âge 35-65 ans et leur évolution.

En ce qui nous concerne, une semaine d'efforts répétés n'ont abouti à rien. Curieusement, dans cette "économie de la santé" où tout est quantifié, des données aussi élémentaires ne sont pas disponibles.

Comment l'habitant de Cancéropolis devrait se méfier de l'eau et de l'air

Au Royaume-Uni, une centaine d'enfants, sur environ 290 cas, meurent chaque année d'un cancer du cerveau. Une étude portant sur 1045 cas enregistrés de 1954 à 1998, *"indique que des facteurs environnementaux sont impliqués dans la survenue de tumeurs cérébrales chez l'enfant"*, commente le professeur Jillian Birch (*Le Daubé*, 1/06/02).

A Gilly-sur-Isère, à une heure de Grenoble, une usine d'incinération a empoisonné à la dioxine hommes, bêtes et plantes dans la vallée d'Albertville. Le four n'était pas aux normes antipollution. L'Association citoyenne active de lutte contre les pollutions (ACALP) dénombre 78 cancers pour 1800 habitants, dont 24 dans une rue qui compte 80 maisons.

Entre Vannes et Nantes, quelque 180 cas de cancers ont été recensés à proximité d'un petit incinérateur. L'association des riverains a relevé 70 morts dans les sept ans suivant sa mise en route, fin 1991 (*Libération*, 26/03/02).

Quant à l'incinérateur Athanor, à Meylan, on apprend selon Le Daubé (6/05/03) que, sur *"les trois lieux de prélèvements, c'est le secteur du centre funéraire de La Tronche, situé à 1,5 km de l'incinérateur qui présente les taux de dioxine les plus alarmants, avant le Bois français à 7,5 km d'Athanor, où l'on trouve plus de métaux lourds (vraisemblablement occasionnés par les usines de Domène plus que par Athanor), et enfin la ZAC de La Taillée à Saint-Martin-d'Hères, à 300 m de l'usine."* Le taux de cancers du voisinage doit être "aux normes" et "acceptable" puisqu'on n'en parle pas.

"Le feuillet Athanor" continue dans *Le Daubé* du 5/02/04. *"Le 28 décembre 2005, l'usine d'incinération devra être aux normes européennes, alors que son taux de pollution leur est encore jusqu'à 40 fois supérieur."* En résumé, *"l'impact de l'incinérateur reste dans des proportions comparables à d'autres installations de ce type en France et à l'étranger."* Ce qui ne laisse pas d'effrayer.

D'après *Le Daubé* toujours (4/07/03), la région Rhône-Alpes ne compte pas moins de 2879 incinérateurs. Et le cancer est loin d'être leur seul mode d'empoisonnement. *"Selon une étude épidémiologique réalisée en Rhône-Alpes sur une durée de dix ans, plus de 200 enfants sont nés malformés après la mise en marche d'usines d'incinérations de déchets ménagers. En accusation, les métaux lourds et la dioxine."*

"Selon une étude de l'Inserm, l'exposition à certains pesticides augmente le risque de leucémie chez les agriculteurs." (*le Monde*, 4 juin 1994)

Une étude qui arrive à son heure, quarante ans après que les paysans ont commencé à jouer les cobayes dans leurs laboratoires campagnards, avant que le poison n'aboutisse dans l'assiette des citoyens. Combien de temps faudra-t-il pour que l'Inserm nous révèle "les risques" des chimères génétiques, censées se substituer aux pesticides ?

Outre-Atlantique, les bélugas du Saint-Laurent présentent le plus fort taux de cancers enregistré parmi les mammifères. *"Pas moins de 27 % des cadavres de ces cétacés autopsiés par les vétérinaires canadiens étaient atteints par un cancer. La pollution industrielle serait à l'origine d'un tel record. Mais les habitants aquatiques de l'estuaire ne sont pas les seules victimes. L'étude d'Environmental Health Perspectives rappelle que les ouvriers du secteur de l'aluminium présentent des taux élevés de cancers du poumon et de la vessie, qui ont été épidémiologiquement reliés à l'exposition aux HAP (hydrocarbures aromatisés polycycliques : composés cancérigènes)"* (*Le Monde*, 13/04/02).

Si le sort des dauphins de l'estuaire du Saint-Laurent peut intéresser les grands mammifères du Dauphiné, la suite de l'article du *Monde* est tout particulièrement à recommander aux habitants de la Maurienne, dite encore Alu Valley, et aux salariés de Péchiney.

"... Au Canada, le cancer de la vessie touchant les personnels des alumineries est d'ailleurs reconnu par la commission de compensation des accidents du travail. "L'incidence des cancers de l'estomac, de l'appareil digestif et du sein est aussi plus élevée dans la population de la région du Saguenay qui ne travaille pas dans l'industrie de l'aluminium, poursuit l'article. Cela pourrait être lié au fait que l'eau potable de 79% de la population provient des rivières et des lacs environnants et que de grandes quantités d'HAP ont été et sont émises dans l'atmosphère par les alumineries locales"(...)

Mises ensemble, ces observations suggèrent qu'une population humaine et une population de mammifères à longue durée de vie et hautement évolués peuvent être touchées par des types spécifiques de cancers parce qu'ils partagent le même habitat et qu'ils sont exposés aux mêmes polluants, quel est l'état de leurs eaux ?"

Comment les eaux de l'Isère favorisent la prolifération du crabe

L'état des eaux ? La question vaut aussi pour la cuvette grenobloise. "L'eau distribuée par les robinets d'une partie du Nord-Isère, dépendant du captage de Reytebert, présente une teneur en pesticides supérieure aux normes. – Existerait-il une teneur "normale" en pesticides ? – Le second point concerne l'agglomération grenobloise où il est question de chlorer systématiquement l'eau potable, en application des plans Vigipirate et Biotox..."

(Le Daubé, 19/02/02).

"L'eau chlorée est cancérigène"

(Le Daubé, 19/04/02).

"Dernière menace pour l'eau iséroise, l'usage intensif des canons à neige. Ils sont en effet de gros consommateurs d'eau potable, le problème étant qu'ils la restituent polluée..." (Le Daubé, 19/02/02).

"L'Isère a mal à ses rivières. Le plan départemental pour la protection du milieu aquatique et la gestion des ressources piscicoles fait un triste constat : la qualité des cours d'eau se dégrade. À de rares exceptions près, le poisson ne se reproduit plus et les lâchers sont le seul moyen de trouver encore de la truite" (Le Daubé, 30/07/02).

"Plongée interdite. C'est la DDASS (Direction départementale des affaires sanitaires et sociales) qui a pris la décision de ne pas autoriser les athlètes du France Iron Tour à effectuer, dans les eaux de l'Isère, leur épreuve de natation. En effet, si les sportifs étaient sans doute à même de résister à la température de l'eau ou à la force du courant, la qualité sanitaire des eaux de la rivière laisse fortement à désirer et l'épreuve n'aurait sans doute pas été sans conséquence sur la santé des nageurs" (Le Daubé, 26/06/2003).

Serge Revel, vice-président du conseil général, chargé du développement durable, des énergies nouvelles et de l'environnement "ne mâche pas ses mots" au sujet du projet de décharge d'Izeaux. "Izeaux n'est pas et ne doit pas être la poubelle de l'Isère, d'autant que la nappe qui circule dessous est la plus importante du département..."

(Le Daubé, 28/08/03).

On voit que si les eaux de l'Isère empoisonnent poissons et mammifères, elles favorisent d'autant la prolifération du crabe.

Comment l'on meurt dans la chimie

On estime généralement – mais les chiffres précis manquent – que 100 000 produits chimiques différents sont utilisés sur le marché mondial et qu'une fraction dérisoire a subi des tests sérieux de toxicité, lesquels ne portent jamais sur les effets en synergie avec d'autres molécules. Avez-vous seulement entendu parler – c'est l'un des 100 000 – du pentabromo-diphényléther ? C'est un ignifugeant textile qu'on trouve dans nombre de matelas, de fauteuils ou de canapés : il est cancérigène, a des effets sur la reproduction et le système neurologique.

Selon une étude de 1998 publiée alors par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité, un salarié sur dix est exposé chaque jour, sur son lieu de travail, à des produits cancérigènes. En France, si on se réfère aux moyennes européennes, 10 000 cancers d'origine professionnelle devraient être reconnus chaque année : on dépasse à peine les 500. Les autres sont des couillons qui ont trop fumé." (Politis, 3/04/03).

"Les cancers professionnels largement sous-estimés, affirme une étude : "Un million de salariés exposés". Combien de cancers d'origine professionnelle en France ? Beaucoup plus que le nombre de salariés malades réellement indemnisés vient de révéler une étude de l'Institut de veille sanitaire. "L'étude a porté uniquement sur les hommes, précise Ellen Imbernon dans son rapport, l'hypothèse que la proportion des cancers réparés est encore plus faible que celle que l'on peut déduire des calculs est très vraisemblable." Certains facteurs cancérigènes connus n'étant toujours pas inscrits sur les tableaux de reconnaissance des maladies professionnelles. Exemples : "Le nombre annuel de cas de cancer du poumon dus à une exposition à un cancérigène établi au cours de leur vie professionnelle serait compris entre 2713 et 6051 pour les cas incidents et entre 2433 et 5427 pour les décès par cancer du poumon" En 1999, seulement 458 d'entre eux ont été reconnus et réparés au titre de maladie professionnelle en France par le régime général. En 1995, entre 625 et 1100 cancers de la vessie ont pu être attribués à des expositions professionnelles. En 1999, sept ont reçu réparation." (Libération, 20/06/03)

A propos de couillons. *"La multiplication des cas de cancers du rein alarme les ouvriers d'une usine de vitamines de l'Allier. Chez Adisseo, à Commentry, le taux de personnes malades est vingt fois supérieur à la moyenne nationale. Les ouvriers se battent depuis plusieurs années en vain pour que le cancer du rein soit reconnu comme maladie professionnelle"* (Le Monde, 19/02/03).

Autres lieux, autres couillons. *"Victimes de l'amiante : le parcours du combattant. 128 cas reconnus dans la région en 2000 et 100 000 décès annoncés en France d'ici à 2025. Alors même que l'abestose, l'une des maladies dues à l'amiante, était reconnue comme maladie professionnelle depuis 1945. Les principaux secteurs concernés sont la chimie, la métallurgie, la papeterie, le bâtiment, l'électricité et l'automobile. Si les affections dues à l'amiante représentent moins de 7% des 1842 maladies professionnelles reconnues dans la région en 2000, elles constituent plus de 43% du coût total selon la CNAM.*

Au-delà du drame de la maladie, l'indemnisation des victimes et de leurs ayants droits est longtemps restée difficile. "En 1988, le premier cas de mésothéliome à l'usine Atofina de Jarrie a donné lieu à un procès que nous avons perdu en première instance et en appel" se rappelle Patrick Casillas, délégué syndical CGT et tout nouveau président du CAPER Sud-Isère. Reste le problème du diagnostic des maladies de l'amiante. A l'usine Atofina de Jarrie où 21 décès ont été enregistrés depuis 1988 et où deux personnes sont atteintes de cancer pulmonaire, "une cartographie des personnes à risque a été établie en 1988 et 200 personnes font l'objet d'un suivi médical", précise Patrick Casillas" (Le Daubé, 18/04/02).

"Du benzène à l'audience. Tribunal des affaires de la sécurité sociale.

L'affaire qui devait être évoquée hier, devant le tribunal des affaires de la sécurité sociale et qui oppose la société Atofina et un de ses employés, ouvrier posté à l'unité de fabrication d'eau oxygénée de Jarrie a été renvoyée au 28 juin. Le salarié estime avoir été intoxiqué, pendant ses seize années d'usine, par un dérivé du benzène. Il souffre d'un syndrome myéloprolifératif pouvant évoluer vers une leucémie et tente de faire reconnaître l'origine professionnelle de cette maladie à la caisse de sécurité sociale" (Le Daubé, 4/05/02).

A sa manière erratique et décousue, *Le Daubé* rend compte de ces assassinats du travail. Après les faits, les dénégations et les pressions sur les témoins. *"Pont-de-Claix. Cancers, camouflage des accidents du travail, les salariés des industries chimiques sont concernés et ont assisté à une réunion d'information. Auteur d'un livre traitant du sujet (Le travail c'est la santé ? Amiante, tabac, stress, VO Editions), Jean Hodebourg appuie son point de vue sur des chiffres concrets : le registre du cancer de l'Isère paru en juin 2000 et une étude épidémiologique faite sur le site pour s'étonner des taux de mortalité de certains cancers...*

L'Isère est au-dessus de la moyenne nationale.

Sur la plate-forme chimique, l'étude montre que les cas de cancers des bronches, des poumons, de l'œsophage, de la peau, sont répertoriés uniquement chez les ouvriers-employés. Dans ce cas, les chiffres sont voisins du double départemental. Chez les cadres, les données restent à zéro. "Il y a un effet du travail, il y a des produits cancérigènes manipulés et respirés, c'est manifeste. Nous démontrons qu'il y a une surmortalité dans certaines branches, sur certains sites." Par ailleurs, les syndicats aiment à rappeler la nouvelle loi du code du travail qui "prévoit qu'aucun salarié ne doit subir les agissements répétés de harcèlement moral qui ont pour objet ou pour effet une dégradation des conditions de travail susceptible de porter atteinte à ses droits et à sa dignité, d'altérer sa santé physique ou mentale ou de compromettre son avenir professionnel." L'attitude de certaines entreprises qui consiste à taire les accidents du travail devient une nouvelle base pour la lutte syndicale".

(Le Daubé, 1/09/02)

Comment l'université catholique mène en enfer

Mais quelles entreprises adoptent une telle attitude ? *"Atofina conteste la faute inexcusable. Trois ans après le décès d'un salarié atteint d'un mésothéliome, l'usine de Jarrie maintient qu'elle n'avait pas conscience du danger et estime que la famille doit se tourner vers le fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante. Selon Patrick Casillas, délégué CGT, vingt-quatre anciens salariés d'Atofina sont décédés d'un mésothéliome. Jean L. est mort à 71 ans, seize ans après avoir pris sa retraite. Durant vingt-cinq ans, ce chaudronnier avait travaillé au contact de plaques d'amiante. Le conseil d'Atofina a maintenu la défense qui a toujours été celle de l'entreprise : "Personne n'avait conscience du danger ; ni l'inspecteur du travail, ni le médecin, ni le comité d'hygiène et de sécurité. Même l'Etat utilisait l'amiante dans ses constructions" "* (Le Daubé, 6/09/02).

Fleur de la chimie locale, Atofina se targue de ses origines militaro-industrielles. Dans *Infos*, le journal de la CCI de Grenoble, on lit : *"En 1916, l'industriel Charles Lefevre construit à Jarrie une usine qui fournit du chlore et du chlorure de chaux, pour les besoins de guerre. Trois quarts de siècle plus tard, le site s'est adapté au marché. À ce jour, il exploite la plus grosse unité au monde de fabrication d'eau oxygénée."* Qui est le PDG d'Atofina ? *"François Cornelis, né en 1949, ingénieur civil de l'Université catholique de Louvain, démarre sa carrière chez PetroFina en 1973... Après le rapprochement avec Total en 1999, il devient vice-président du Comité Exécutif de TotalFina et directeur général pétrochimie, peintures et activités Etats-Unis. En février 2000 il devient directeur général chimie de TotalFinaElf."*

Qui sont les membres du conseil d'administration ? Les directeurs locaux ? Qui sont ces technocrates qui ont le pouvoir de tuer à petit feu, de harceler encore les victimes récalcitrantes et de nier leur culpabilité à la face du monde ? Et comme elles sont patientes ces victimes de Pont-de-Claix, Jarrige, Brignoud, Gilly-sur-Isère. Patientes jusqu'à la complicité, parfois. *"Nous avons donné et encore donné. Nous avons enterré un collègue mort du cancer du foie voici pas si longtemps. Dans nos métiers, on attrape le cancer du foie. Sous prétexte que le retour sur investissement n'atteint pas les 14 %, on supprime x ETP (équivalent temps plein). Ils ne comptent même pas en hommes ! Depuis quatre ans, tout le monde savait qu'on allait fermer. Sauf nous ! Nous on s'est battu pour maintenir le site et ce n'est pas fini".*

(Le Daubé, 29/11/02)

Patients qui, plutôt que le chômage, préfèrent la survie dans un atelier de PVC, puis le cancer du foie, puis la survie médicalisée, aux bons soins de Marie Favrot, de Jean-Loup Romet-Lemone, de Immuno-Designed Molecules, de Sanofi-Synthelabo, de Jean-Jacques Sotto, chef du service d'hématologie de l'Hôpital de Grenoble, responsable de l'équipe "immunologie antitumorale" à l'Université Joseph Fourier ; aux bons soins du "pôle santé de La Tronche", de la "cancéropole Rhône-Alpes", ce "projet bien structuré et visible", de tout le complexe cancéro-industriel, et de NanoBio, ce pôle des pôles, dont Didier Migaud nous explique qu'il a *"vocation à regrouper à l'horizon 2007 près de 240 postes en recherche et recherche appliquée et de nombreux emplois indirects à l'échelle de l'agglomération, du département et de la région..."* (Délibération de la Métro, 7/11/03)

Patients à vocation de patients, quoi qu'on fasse avec du PVC, ça ne vaut pas le foie d'un homme. En est-on à devoir dire qu'aucun salaire ne vaut le foie d'un homme ?

Comment la consommation est cancérigène

Il n'est pas jusqu'au noir cancer "des fumeurs", 25 000 morts chaque année, en augmentation constante depuis vingt ans, surtout parmi les femmes, qui n'apparaisse aujourd'hui *"multifactoriel"*, et s'attaquant à des victimes de plus en plus jeunes.

"Outre le tabac, il faut aussi compter avec les expositions environnementales et professionnelles (pouvant être cumulées au tabac) beaucoup trop souvent sous-estimées. Si l'importance du rôle joué par la pollution atmosphérique fait encore l'objet de discussions entre spécialistes, il n'en est plus de même pour l'amiante ainsi que pour des composés fréquemment utilisés dans de nombreux secteurs industriels." (Le Monde 3-4/02/02)

A l'empoisonnement public et légal, notoirement profitable à l'Etat, s'ajoute l'empoisonnement sournois, quoique non moins légal, pratiquée par l'industrie au profit de sa branche cancer ; avec tous les bénéfices induits sur l'emploi, la croissance et le produit national brut.

Mais toutes ces morts ne seraient-elles dues qu'au tabac, qu'il faudrait en inculper ce monde où tant de gens choisissent "une conduite à risque", l'empoisonnement, le suicide à petites bouffées ; en un mot s'indiffèrent de périr du cancer plutôt que d'ennui et de tristesse. Ou pis encore, ne font plus de différence entre le cancer qu'on leur inflige et celui qu'ils s'infligent à eux-mêmes.

Ce que le système technicien (médecins, urbanistes, sociologues, ingénieurs, verts et syndicalistes) nous propose, c'est une augmentation, calculée au plus juste, des *chances* de survie. C'est-à-dire de sous-vie. Quant à une chance de vivre, cela supposerait le *"démontage"* préalable du système et le libre jeu de ses composants rendus à leur individualité. On voit que le pronostic est réservé.

Claude Reisse, directeur de recherche au CNRS. *"Entre 1970 et 1990, le nombre de décès annuel par cancer des poumons est passé de 9 000 à 19 000 chez les hommes, de 1 900 à 2 900 chez les femmes. Conséquence du tabagisme ? Il y contribue sans doute, mais comme il diminue depuis vingt-cinq ans, il doit y avoir d'autres raisons en sus. L'atlas de ces cancers en France est éloquent. Les habitants du bassin minier lorrain ou de la région industrielle du Nord, mais aussi de la presque île du Cotentin y sont quatre fois plus exposés que ceux de la vallée de l'Orne, de la Vendée ou de l'Aubrac. Les habitants de Rouen, de Bordeaux ou de Mulhouse meurent trois fois plus du cancer du poumon que ceux de Cahors, de Digne ou de Moulins, les habitants de la région parisienne (nord-est de l'Ile-de-France en particulier), de Strasbourg, de Lyon jusqu'à dix fois plus que celles d'Epinal, d'Alençon ou d'Aurillac. En se référant à la moyenne globale pour évacuer l'influence du tabagisme, on peut dire que le campagnard qui fume est cinq fois plus exposé au cancer du poumon que celui qui ne fume pas, mais que le citadin d'une grande ville court approximativement le même risque, qu'il soit fumeur ou non."* (L'Ecologiste, automne 2000)

Comment la cuvette est cancérigène

Révéléateur à cet égard est "L'Atlas de l'incidence des cancers dans le département de l'Isère 1985-1994" (publié par le Registre des Cancers de l'Isère en novembre 2000), où l'on observe notamment :

"les cantons ayant un plus fort risque se situent le plus souvent dans l'agglomération grenobloise avec chez les hommes le canton de Domène et la Ville de Grenoble qui sont dénombrés 8 et 10 fois parmi les 5 cantons à risque élevé. Chez les femmes, il s'agit de la ville de Grenoble (10 fois), des cantons de Saint-Martin-d'Hères (12 fois), de Meylan (8 fois) et de Domène (7 fois)."

Ainsi relève-t-on un excès de :

cancers du poumon chez les hommes de l'agglomération grenobloise (Grenoble ville, cantons de Saint-Martin-d'Hères, Echirolles, Domène, Vif et Sassenage)

cancers du sein (Grenoble ville, cantons de Meylan, de Rives, de Voiron, de Sassenage)

cancers de la vessie chez les hommes (Grenoble ville, cantons de Saint-Martin d'Hères, Vif et Echirolles)

tumeurs du cerveau chez les femmes comme chez les hommes à Grenoble.

maladies de Hodgkin, chez les hommes à Grenoble et dans le canton d'Echirolles ; chez les femmes à Grenoble et dans les cantons de Meylan et de Saint-Ismier.

leucémies chez les hommes dans le canton de Vizille.

cancers du col utérin pour Grenoble ville et le canton de Voiron.

cancers pharyngo-laryngés chez les femmes (Grenoble ville).

En clair, la cuvette est cancérigène. Vivre à Grenoble, c'est vivre parmi les facteurs de risque : smog d'Athador, zone chimique de Pont-de-Claix, oxyde de carbone du trafic automobile, pics d'ozone plus élevés, plus nombreux, plus durables, chaque année, industries qui, tel le Commissariat à l'énergie atomique, rejettent leurs déchets dans l'Isère et le Drac. La cuvette est une zone à risques *parce qu'elle est une zone industrielle*. C'est donc l'industrie qu'il nous faut éradiquer pour retrouver une chance de santé ; et non pas déplacer à la campagne les usines d'engrais et de pesticides de Pont-de-Claix, comme le recommandait Raymond Avriillier (verts-Ades), dans *Objectifs Rhône-Alpes* (avril 2002). La société industrielle a, parmi bien d'autres vices, celui d'être une société cancérigène. Les sociétés agricoles connaissaient le cancer, mais pas l'épidémie industrielle qui nous frappe. Le cancer n'exterminait pas encore une personne sur trois. Et bientôt une sur deux, selon Jean-Loup Romet-Lemone, président directeur général de Immuno Designed Molecules (conférence ADEBAG 2/04/02). Quant aux peuples primitifs, les docteurs-explorateurs ne peuvent citer de cas de cancers parmi les chasseurs-cueilleurs jusqu'au XXe siècle (*L'Ecologiste*, automne 2000).

"Des programmes de santé publique efficaces pourraient réduire de moitié le nombre de cancers... Dans nos pays, il est estimé qu'environ un tiers des cancers sont liés à l'alimentation, écrit le Dr Annie J. Sasco, chercheur Inserm. Elle cite parmi les facteurs de risques du cancer modifiables au niveau collectif, les expositions à des cancérigènes reconnus sur le lieu de travail et dans l'environnement général ; par exemple, radiations ionisantes, cancérigènes chimiques "

Comment les bureaucrates font de tout bien portant un cancéreux qui s'ignore

S'il vaut mieux prévenir que guérir, il conviendrait d'interdire la production industrielle de cancers via les pesticides, les dioxines, la radioactivité, les champs électromagnétiques (lignes hautes tension), les additifs alimentaires (E249, nitrite de potassium, E250, nitrite de sodium, E251, nitrate de sodium, E252, nitrate de potassium ou salpêtre) Il conviendrait que les agriculteurs de l'Y grenoblois ne nous empoisonnent pas de légumes poussés au bord d'une autoroute, sous le vent d'Athador et de la zone chimique de Pont-de-Claix ; saturés de métaux lourds, de dioxines, de pesticides et d'herbicides ; arrosés d'une eau où la DDASS interdit de se baigner. Il conviendrait de fermer les 2879 incinérateurs de Rhône-Alpes ; de réduire nos déchets, donc la croissance, donc l'emploi, donc notre consommation. La consommation EST cancérigène. Il conviendrait de fermer Rhodia, Atofina, et non de déplacer la zone chimique à Malville. De fermer le Commissariat à l'énergie atomique et d'interdire à Jean Therme de lâcher de l'eau radioactive dans l'Isère, fut-ce "à dose homéopathique" (*Le Daubé* 30/01/03). Il conviendrait que dans la ville "la plus plate de France", chacun puisse de nouveau circuler à vélo, comme dans les années cinquante, avant qu'on "adapte la ville à la voiture", et qu'un mirobolant "schéma directeur" n'ait séparé les "zones résidentielles" des "zones d'activité", au moyen de "zones de loisirs" et de "zones commerciales", éloignées par des kilomètres de "roades périurbaines" et autres "voies express".

Bref, la véritable prévention serait celle des *causes*, et non le dépistage des *effets*. Ce qu'Hippocrate savait déjà, mais nos technocrates, Therme, Destot, Migaud, Fioraso, Micoud, Favrot, Fellat-Pinet etc, ont, eux, des "plans", des "pôles" et des "projets" à nous imposer. Ils veulent injecter des crédits colossaux dans leur cancéropole, leur pôle NanoBio, à la recherche de thérapies high-tech, si lucratives pour le complexe cancéro-industriel.

Tout bien portant étant un cancéreux qui s'ignore, non seulement celui-ci approuve ces siphonnages d'argent public par le Knock-Pôle de la cuvette, mais encore redouble-t-il de largesses en contribuant volontairement au racket sur le cancer.

"En 1997, l'ARC a attribué plus de 6 MF à la recherche sur le cancer en Isère. "Malgré sa fragilité, l'ARC va bien" commentait son président, accueilli hier, par le directeur de l'établissement M. Bastard, le député-maire, M. Destot et les chefs de service de cancérologie du CHU."

(Le Daubé 6/03/98)

"Grâce au financement de la Ligue

Le CHU à la pointe de la lutte contre le cancer.

L'Unité 318 de l'Inserm (Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale) du CHU Albert Michallon dirigée par le professeur A.L Benabid inaugure officiellement aujourd'hui le SELDI, un appareil intégralement financé par la Ligue contre le cancer et qui devrait permettre des avancées considérables pour la recherche et le diagnostic de certains cancers. C'est le Comité de l'Isère de la Ligue contre le cancer qui a intégralement financé l'appareil. Soit un achat de 200 000 euros. Il s'agit de dresser un catalogue exhaustif des anomalies du génome responsables de l'apparition des cancers. Au plan diagnostique, on pourra donc très prochainement savoir à partir d'une simple analyse rapide s'il s'agit d'un cancer et de quel type de cancer. Avec ses 10625 adhérents, ses 23 délégations locales, ses 730 bénévoles et ses 840 000 euros distribués au cours de l'année 2002, le comité de l'Isère est présent sur tous les fronts !..."

(Le Daubé, 3/07/03).

L'ARC va bien. La Ligue contre le cancer, mieux encore. Et tous les jours, à tous points de vue, elles vont de mieux en mieux. Quant au professeur Benabid et à tous les Diafoirus high-tech de l'Université Joseph Fourier, du CHU, et du Commissariat à l'énergie atomique, rappelons qu'en 2005, le marché européen des biotechnologies "pourrait représenter 250M d'euros et 3 millions d'emplois."

Pour ce prix-là, que nous propose l'industrie du cancer ? L'ablation préventive des seins ? (*Le Monde*, 15/01/99) Avec sans doute de très belles "reconstructions". L'Évangile nous l'avait bien dit : "Si ton œil doit être une occasion de perte pour toi, mieux vaut que tu l'arraches et que tu le jettes au loin." Idée prometteuse d'avenir : ablation préventive du foie, de l'estomac, de la prostate, des poumons, des testicules, avec substitution de prothèses. Et d'ailleurs les prophètes technos ne prêchent-ils pas la mort préventive de l'homme, avec substitution de l'homme-machine ?

Comment "piocher dans la mine d'or" du cancer

Le dépistage ? *"L'équipe Inserm dirigée par le professeur Christian Brambilla du CHU de Grenoble fait partie des douze sites européens appelés à devenir centres de référence pour la détection précoce du cancer du poumon. " On constate ces derniers temps que la maladie atteint des patients de plus en plus jeunes." D'ici quelques jours, un protocole radiologique va être mis en place pour détecter des petites lésions au moyen d'un scanner spiralé. Par ailleurs douze sites européens, parmi lesquels figure l'équipe Inserm dirigée par le Pr Brambilla, viennent de se voir attribuer par la commission européenne, un crédit de trois millions d'euros pour coordonner un vaste projet de détection précoce de ce type de cancer."*

(Le Daubé, 17/10/02)

Non seulement nous fait-on prendre le *dépistage* pour de la *prévention*, mais on utilise aussi le *dépistage* *contre* la *prévention*. Ainsi un certain Jean-Claude Artus, professeur de médecine nucléaire à Montpellier, se dit prêt à affirmer devant un tribunal que les personnes atteintes d'un cancer de la thyroïde n'ont pas été victimes de l'explosion de Tchernobyl, mais d'une "amélioration des moyens diagnostics". *"L'augmentation de 3,7 % constatée chez les 19/29 ans l'a été partout dans le monde, jusqu'en Australie."* (*Le Daubé*, 6/10/02) Sur une planète en proie à la prolifération nucléaire, où, largement grâce aux trafics du Commissariat à l'énergie atomique, 44 Etats disposent de réacteurs, le chaos radioactif fusionne avec le chaos climatique pour provoquer une augmentation des cancers de la thyroïde jusque chez nos voisins de Bikini et de Mururoa.

"L'IRESSA : promesses et polémiques.

Les effets secondaires d'un médicament anti-cancéreux du groupe pharmaceutique AstraZenaca pourraient être à l'origine du décès de 124 patients au Japon. Ce médicament a été aussi utilisé au CHU de Grenoble. Les familles s'inquiètent, les médecins rassurent.

Claude Vedovati est hospitalisé le 17 septembre 2002 et décède un mois plus tard, le 20 octobre, des suites d'une pneumonie, à l'âge de 57 ans.

En septembre 2002, les médecins du service pneumologie proposent à cet artisan grenoblois de suivre en ultime recours, un nouveau traitement contre le cancer du poumon. Un médicament qui n'a pas encore reçu d'autorisation de mise sur le marché, mais qui dispose dans certains centres investigateurs comme le CHU de Grenoble d'un programme d'autorisation temporaire.

Sa femme. "Les quinze derniers jours ont été affreux. Il ne parlait plus. Il ne pesait plus que 60 kilos pour 1,90 mètre. Et aujourd'hui, j'ai dans la tête cette petite boîte blanche de cent gélules qu'on allait chercher à la pharmacie de l'hôpital... J'ai appelé l'hôpital plusieurs fois, pas moyen de joindre le médecin qui s'est occupé de mon mari."

C'est un autre médecin, Denis Moro-Sibilot, pneumologue et cancérologue, responsable au CHU du suivi de l'Iressa qui répond finalement au Daubé. *"Pour la moitié des patients en situation d'incurabilité et traités à l'Iressa depuis l'an 2000 au CHU, les cellules cancéreuses ont cessé de progresser et pour 19% d'entre eux, les lésions ont même régressé. Ces chiffres sont à comparer avec les 7 % de réussite, avec une chimiothérapie au Taxotere, de toutes façons infiniment plus toxique et plus lourde à administrer qu'une simple pilule que l'on peut prendre le matin à la maison... Peut-on affirmer que la pneumonie fait partie des complications liées à ce médicament plutôt qu'au cancer du poumon lui-même ? 124 personnes sont décédées des suites d'une pneumonie au Japon mais ce médicament dans le même temps a été prescrit à 19 000 patients japonais..."* (*Le*

Caïphe ne disait pas autre chose : "Vous n'y entendez rien ; vous ne réfléchissez pas qu'il est de votre intérêt qu'un seul homme meure pour le peuple, et que la nation entière ne périsse pas." Si l'Iressa se révèle relativement efficace pour 19% des cobayes du CHU et 19000 patients japonais, le sacrifice de Claude Vedovati et de 124 autres personnes n'aura pas été vain. On peut supposer, vu la foudroyante dégradation de l'environnement et la prolifération subséquente des cancers du poumon depuis vingt ans, que la firme AstraZenaca, ses dirigeants, ses actionnaires, ses conseillers scientifiques, vont grâce à cette "perle rare" enregistrer de substantiels retours sur investissements et faire "de très beaux parcours". Aussi, pourquoi fermer la Seita, AtoFina, Athanor et Cie, quand l'industrie du cancer contribue d'aussi lourde façon à l'emploi et à la croissance ? Grâce au *Plan Chirac*, un Institut national du cancer doté d'"un budget de haut niveau", va "coordonner la recherche" entre les "cancéropoles régionales, en étroite collaboration avec le monde industriel." (*Le Monde*, 17/01/03) Ce qui s'appelle soigner le mal par le mal.

On voit que ces chercheurs-là, au moins, ne manquent pas de crédit pour "piocher leur mine d'or", "valoriser leurs brevets", "développer leurs innovations" et créer des start-up de biotech. Aussi *Le Daubé* pose-t-il la question essentielle. "*Le plan cancer annoncé par le président de la République permettra-t-il à Grenoble d'approfondir ses compétences et son renom ?*" (19/11/03)

Réponse de Jean-Jacques Sotto, collègue de Marie Favrot, chef du service hématologie de l'hôpital de Grenoble, responsable de l'équipe "immunologie antitumorale" à l'Université Joseph Fourier. "*Ce niveau grenoblois élevé se fonde sur les liens étroits entre une recherche fondamentale en matière de biologie, mondialement connue, et la capacité du pôle santé de l'hôpital à assurer le transfert des connaissances vers le patient. L'organisation des cancéropoles a été confiée à la région Rhône-Alpes. Les Grenoblois sont très présents dans les commissions de ce plan cancer.*"

Le technocrate occupe de fortes positions dans l'industrie du cancer, et nos bureaucrates ont trouvé de nouvelles manières de capter la manne d'état (noyautage des commissions, organisation des cancéropoles). Ils mettent sur le marché de nouvelles thérapies. N'importe quel Sotto peut vous le dire : mieux vaut guérir que prévenir.

Comment le complexe cancéro-industriel prospère sur ses échecs

Guérir, ils n'y parviennent pas. Nixon promettait de terrasser le cancer en vingt ans, en y mettant les mêmes moyens que dans le programme spatial. Il mobilisait le complexe militaro-industriel pour la matière première (la toxicité des gaz de combats apparaissait prometteuse pour détruire les cellules cancérogènes), d'anciens dirigeants de General Motors pour l'encadrement (ils allaient importer les méthodes rationnelles d'organisation du travail dans la recherche) et les pionniers de l'agronomie industrielle pour la matière grise (inventeurs des méthodes statiques indispensables à la mise en place d'essais cliniques de grande échelle). Malgré quarante ans d'échecs thérapeutiques, le complexe cancéro-industriel n'a cessé de se renforcer. Drainant des sommes colossales, exerçant un chantage permanent (s'opposer à sa puissance, c'est refuser de donner leur chance aux malades), il concentre un pouvoir sans équivalent. Toutes les grandes orientations de la recherche ont relevé de ses décisions. On lui doit, depuis les origines, la priorité absolue donnée à la biologie moléculaire, c'est-à-dire à toute la technoscience du bricolage génétique.

Comme l'agrochimie réussit à faire passer ses OGM à herbicide incorporé pour le contraire de l'agriculture polluante, le complexe du cancer réussit à présenter les biotechs qu'il développe depuis trente ans comme une révolution prometteuse, en rupture avec le passé. Les illustrations de cette intoxication intellectuelle réussie ne manquent pas. *Peut-on guérir le cancer avec des OGM ?* feint, par exemple, de s'interroger Louis-Marie Houdebine, directeur de recherche à l'Inra.

Il effleure la critique de la chimiothérapie et de la radiothérapie pour vanter les anticorps génétiquement produits. Les substances toxiques atteignent non seulement les tumeurs mais les tissus sains, les rayonnements radioactifs ne détruisent pas toujours la totalité des cellules tumorales, tandis que des nanorobots chargés d'anticorps génétiquement modifiés iront droit sur la cible (frappe chirurgicale ?), pour l'éradiquer définitivement. Mais, "*y a-t-il des risques médicaux ? Des risques écologiques ?*" Le savant nous rassure. "*Comme pour n'importe quel médicament, certains effets secondaires d'une protéine recombinante pourront être acceptés si celle-ci apporte un effet curatif effectif... La dissémination de ces OGM très particuliers n'est pas à craindre, du moins en ce qui concerne les animaux : il est aisé de se rendre maître d'un troupeau de moutons ou de lapins... Peut-être faudra-t-il dans certains cas cultiver les plantes dans des milieux confinés... Les problèmes éthiques sont d'ailleurs particulièrement limités. Le principal serait... de ne rien faire quand tant de patients attendent de nouveaux médicaments !*"

En bref, les chimères anti-cancer entraîneront elles aussi des "aléas thérapeutiques". Elles ne risquent pas plus de se disséminer que les lapins ou les moutons en Australie. D'ailleurs leur culture en milieu confiné, pure contrainte industrielle, comme celle de l'algue rouge au laboratoire océanographique de Monaco, interdira toute invasion du milieu. Enfin le pire serait de ne rien faire quand tant de laboratoires attendent de nouvelles

comes.

Le programme de Louis-Marie Houdebine, c'est celui des cancérocrates grenoblois entre NanoBio et la cancéropole Rhône-Alpes. A l'Institut Albert Bonniot par exemple, où des chercheurs de l'Inserm, de l'UJF, du CHU, se concentrent sur la structure du génome et trois types de cancers (poumon, vessie, lymphome) "*afin de favoriser le transfert de la recherche fondamentale vers des applications (sic) cliniques potentielles.*" (Les activités biologiques et médicales, Agence d'études et de promotion de l'Isère, oct 1999)

Professeur de cancérologie, vice-présidente de l'UMP, vice-présidente de l'Université Joseph Fourier, voilà "d'où parle" Marie Favrot. Concédonsons-lui qu'elle n'est pas plus à droite que Geneviève Fioraso (PS) n'est à gauche. Les deux technarques jumelles, comme leurs congénères de la Métro, du CEA, de l'UJF, de la CCI, communièrent dans les nécrotechnologies (Biopolis, Minatec, NanoBio), bien plus qu'elles ne se combattent politiquement – sauf pour les postes. Un panier de crabes.

Simplex Citoyens

Grenoble, le 24 février 2004

Post-scriptum : samedi 14 février 2004, une bonne part des idées soutenues ci-dessus sont devenues des vérités officielles. "*En France, la pollution nuit gravement à la santé*" titre *Le Monde* ce jour-là, citant le rapport de 21 scientifiques de la Commission d'orientation du Plan national Santé Environnement (www.premier-ministre.gouv.fr/ressources/fichiers/rapport-PNSE.pdf).

"80 à 90 % des cancers sont dus à la dégradation de notre environnement", indique un autre article, qui rend compte du livre de Dominique Belpomme, un mandarin chiraco-libéral. On y apprend pêle-mêle que le cancer N'EST PAS une maladie de la vieillesse, que la plupart des cancers ne sont pas héréditaires, que dans l'Antiquité les cancers étaient pratiquement inconnus, que le cancer est une nouvelle maladie. "*En tant que cancérologue, je me suis aperçu que le cancer était une maladie que notre société fabriquait de toutes pièces et qu'il était en grande partie induit par la pollution de notre environnement.*" Polluer, un crime contre l'humanité. ("*Ces maladies créées par l'homme, comment la dégradation de l'environnement met en péril notre santé*", Dominique Belpomme avec Bernard Pasqueto, éditions Albin Michel, février 2004).

Le professeur Belpomme, chargé de mission pour la mise en œuvre du Plan Cancer, professeur de cancérologie à l'université Paris V, est finalement tombé de son arbre. Il a reconnu ce que le courant écolo-critique proclamait depuis des décennies, ce que Marie Favrot ou Jean-Jacques Sotto nient dans les conférences du Centre de Culture Scientifique, Technique et Industrielle, s'accrochant sans vergogne au tabac, à la génétique, à l'augmentation de l'espérance de vie pour expliquer la prolifération des cancers. Le cancer n'est que l'agent, l'exécuteur de la société industrielle. Il leur faudra répondre à cet aveu lâché par Belpomme - potentat de ladite société - et qui devrait suffire à abolir dès maintenant la moitié du projet NanoBio. Signalons aussi la parution de "*La société cancérogène*" (Geneviève Barbier et Armand Farrachi, éditions de la Martinière, février 2004) né d'une révolte contre le Plan Cancer de Chirac : "*Il s'agit ni plus ni moins d'un véritable aménagement du territoire cancérisé.*"

**Retrouvez ce texte et bien d'autres sur
www.piecesetmaindoeuvre.com**